Art. 2. Les recettes du service de l'Etat à gestion séparée visé à l'article 1er sont constituées d'une dotation de l'Etat et du produit de ses activités propres. Elles peuvent être utilisées indistinctement pour couvrir l'ensemble des dépenses de ce service.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à une date fixée par Nous.

Art. 4. Notre Ministre de la politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 19 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Art. 2. De inkomsten van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer bedoeld in artikel 1 bestaan uit een dotatie van de Staat en de opbrengst van zijn eigen activiteiten. Ze mogen zonder onderscheid aangewend worden om alle uitgaven van deze dienst te dekken.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op een door Ons bepaalde datum.

Art. 4. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 19 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

F. 97 — 1789 [C − 97/22624]

19 AOUT 1997. — Arrêté royal fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que le gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature constitue une mesure d'encouragement à la recherche scientifique. Par l'octroi de subventions, il doit permettre aux établissements d'enseignement universitaire et aux établissements scientifiques fédéraux de bénéficier de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi.

Il s'inscrit dans une démarche pluriannuelle de renforcement du potentiel de recherche scientifique en Belgique.

Le texte a pour objet de fixer les modalités d'octroi de cette aide financière accordée par l'Etat fédéral.

Cet arrêté a pour objet l'exécution des dispositions de la loi du 18 juillet 1997, créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux.

Dans les faits, ces dispositions légales se substituent à l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 portant dispositions sociales et diverses, modifié par les lois des 20 décembre 1995 et du 29 avril 1996, qui avait permis la publication de l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi.

Une nouvelle modification de l'article 89 de la loi du 21 décembre 1994 susvisée, intervenue suite à la promulgation de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et spécialement de son article 5, a implicitement provoqué l'abrogation d'office de l'arrêté royal du 15 mai 1996 susvisé. Il convenait dès lors de créer une nouvelle base légale à la mise en oeuvre de ce programme de soutien à la recherche scientifique. Cette nouvelle base légale a été mise en oeuvre par la loi du 18 juillet 1997 susvisée.

ANALYSE DES ARTICLES

Le chapitre Ier précise les notions générales auxquelles la suite du texte fera constamment référence.

Article 1er

Cet article établit d'abord une distinction entre les institutions, qui bénéficieront directement du travail des chercheurs (établissements d'enseignement universitaire d'une part, établissements scientifiques et culturels fédéraux d'autre part) et les opérateurs qui, dans le cadre de la mission qui leur est confiée, bénéficieront des subventions elles-mêmes.

N. 97 — 1789 [C − 97/22624]

19 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinrichtingen en in de federale wetenschappelijke instellingen

RAPPORT AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen is een maatregel ter bevordering van het wetenschappelijk onderzoek. Door de toekenning van subsidies zal het de universitaire onderwijsinrichtingen en de federale wetenschappelijke instellingen toelaten te genieten van bijkomende onderzoekers in het kader van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid.

Het kadert in een meerjarenactie ter versterking van het wetenschappelijk onderzoekspotentieel in België.

De tekst beoogt de vastlegging van de toekenningsvoorwaarden van deze door de Federale Staat toegekende subsidie.

De bedoeling van dit besluit is de uitvoering van de bepalingen van de wet van 18 juli 1997 tot oprichting van een programma dat wetenschappelijke onderzoekers ter beschikking stelt van de universitaire onderwijsinrichtingen en van de federale wetenschappelijke instellingen.

Feitelijk nemen die wetsbepalingen de plaats in van artikel 89 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd door de wetten van 20 december 1995 en 29 april 1996, die de publikatie mogelijk had gemaakt van het koninklijk besluit van 15 mei 1996 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van bijkomende onderzoekers in het kader van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid.

Een nieuwe wijziging van artikel 89 van de bovenbedoelde wet van 21 december 1994, doorgevoerd ingevolge de uitvaardiging van de wet van 26 juli 1996 houdende modernisering van de sociale zekerheid en ter vrijwaring van de uitvoerbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en inzonderheid van haar artikel 5, heeft impliciet geleid tot de ambtshalve opheffing van het bovenbedoeld koninklijk besluit van 15 mei 1996. Het was dus aangewezen om een nieuwe wettelijke basis te creëren voor de uitvoering van dit programma ter ondersteuning van het wetenschappelijk onderzoek. Die nieuwe wettelijke basis vond zijn uitvoering in de bovenbedoelde wet van 18 juli 1997.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Het eerste hoofdstuk preciseert de algemene begrippen waarnaar in het vervolg van de tekst constant zal verwezen worden.

Artikel 1

Dit artikel maakt allereerst een onderscheid tussen de instellingen die rechtstreeks zullen genieten van het werk van de onderzoekers (zijnde de universitaire onderwijsinrichtingen enerzijds en de federale wetenschappelijke instellingen anderzijds) en de operatoren die, in het kader van de hun toevertrouwde missie, zullen genieten van de subsidies zelf.

Conformément à l'avis rendu par le Conseil d'Etat, la définition de la notion d'établissement d'enseignement universitaire n'a pas été reprise dans le présent texte. Ainsi que l'autorise la loi du 18 juillet 1997 susvisée, une liste des établissements d'enseignement universitaire concernés par le présent texte est reprise au point *a)* du présent article. Il a également été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat pour le surplus.

La distinction entre institutions et opérateurs est motivée par un souci de cohérence et d'optimisation dans la sélection des projets déposés par les institutions. La qualité du travail assurée par le Fonds national de la Recherche scientifique (F.N.R.S.) et le Nationaal Fonds voor wetenschappelijk Onderzoek (N.F.W.O.) justifie le fait de leur confier la sélection des projets respectivement déposés par les établissements d'enseignement universitaire francophones et néerlandophones.

Par ailleurs, en permettant aux opérateurs d'être eux-mêmes les employeurs des chercheurs concernés, la mission leur est également confiée de veiller au respect des conditions réglementaires par ces institutions universitaires et ce, sous peine de se voir privés de la subvention accordée. Ce procédé emporte en outre l'avantage de réduire les conventions à un nombre minimal.

Le même article définit en outre la notion d'effectif du personnel. Cette notion permet de déterminer la base initiale à partir de laquelle le caractère supplémentaire des chercheurs engagés dans le cadre du présent programme sera vérifié. Cet effectif concerne l'ensemble des membres du personnel de l'opérateur soumis, en tout ou en partie, au paiement des cotisations de sécurité sociale. Toutefois, même parmi ce personnel, certains agents ne sont pas pris en compte. Il s'agit dans les trois cas évoqués, de chercheurs engagés dans le cadre de programmes d'impulsion à la recherche scientifique. Deux de ces programmes viennent à échéance dans les prochains mois; le troisième concerne les chercheurs engagés en exécution de l'arrêté royal du 15 mai 1996 susvisé, auquel le présent texte entend succéder.

Enfin, cet article traite explicitement de la notion de « chercheur supplémentaire. » Celle-ci porte à la fois *a)* sur le caractère supplémentaire des engagements et *b)* sur la notion de chercheur elle-même. Cette dernière est définie de deux manières : l'obligation d'être titulaire d'un titre de 2° ou de 3° cycle universitaire d'une part, l'affectation à des travaux de recherche scientifique d'autre part. Quant au caractère supplémentaire, il est attesté qualitativement par l'affectation effective des personnes concernées dans un programme de recherche déjà entamé au moment de l'engagement, et quantitativement par l'obligation d'augmentation de l'effectif du personnel de l'opérateur (cfr supra). La définition rappelle en outre la nécessité ultérieure d'un contrat d'emploi liant le chercheur et l'opérateur compétent.

Sont également définies dans cet article les notions de coût salarial, de Ministre compétent et d'administration, au sens du présent arrêté.

Article 2

Cet article précise que la subvention accordée par l'Etat fédéral s'inscrit clairement dans le cadre général de la politique de l'emploi.

La concrétisation de ce choix est double : d'une part l'existence d'un contrat d'emploi entre l'opérateur et les chercheurs, d'autre part la couverture, par l'aide financière de l'Etat, du coût salarial résultant de cet engagement.

Ces subventions sont accordées par arrêté ministériel.

Le chapitre II expose le mode de répartition des subventions.

Article 3

Une première part des crédits, fixée à 10%, est réservée aux établissements scientifiques fédéraux. Ils agissent eux-mêmes - ou via le groupement auquel ils sont rattachés - en qualité d'opérateur.

Article 4 & 5

Le solde - soit 90% des crédits budgétaires - est réparti entre les établissements d'enseignement universitaire par un système de clés successives.

Les règles de base présidant à cette répartition sont celles appliquées dans le cadre de la phase IV des Pôles d'Attraction Interuniversitaires (P.A.I.) telle qu'antérieurement arrêtée par le Gouvernement.

Overeenkomstig het door de Raad van State uitgebrachte advies, werd de definitie van het begrip « universitaire onderwijsinrichting » niet opgenomen in deze tekst. Zoals toegelaten door de bovenbedoelde wet van 18 juli 1997 wordt een lijst van de universitaire onderwijsinrichtingen waarop deze tekst betrekking heeft, opgenomen in punt *a)* van dit artikel. Er werd bovendien ook rekening gehouden met de overige opmerkingen van de Raad van State.

Dit onderscheid wordt gerechtvaardigd door de bezorgdheid voor samenhang en optimalisering in de keuze van de door de instellingen ingediende projecten. De kwaliteit van het werk verricht door het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek (N.F.W.O.) en het Fonds national de la Recherche scientifique (F.N.R.S.) rechtvaardigt het feit dat hen de keuze wordt toevertrouwd van de begunstigde projecten die respectievelijk door de Franstalige en de Nederlandstalige universitaire onderwijsinrichtingen worden ingediend.

Doordat de operatoren zelf de betrokken onderzoekers kunnen tewerkstellen, wordt hen bovendien de opdracht toevertrouwd toe te zien op de naleving door die universitaire instellingen van de voorgeschreven voorwaarden, op straffe van verlies van de toegekende subsidie. Deze werkwijze laat bovendien toe het aantal overeenkomsten te herleiden tot het strikte minimum.

Ditzelfde artikel definieert bovendien het begrip van personeelsbestand. Aan de hand van dit begrip kan men de uitgangsbasis bepalen waarop men zich zal steunen om het bijkomend karakter van de in het kader van dit programma aangeworven onderzoekers te controleren. Dit bestand betreft alle personeelsleden van de operator, onderworpen aan de gedeeltelijke of volledige betaling van de sociale zekerheidsbijdragen. Daaronder bevinden zich evenwel personeelsleden waarmee geen rekening wordt gehouden. In de drie vermelde gevallen gaat het om onderzoekers die werden aangeworven in het kader van impulsprogramma's voor wetenschappelijke onderzoek. Twee van die programma's zullen in de komende maanden aflopen; het derde heeft betrekking op onderzoekers die werden aangeworven in uitvoering van het bovenbedoelde koninklijk besluit van 15 mei 1996, waarvan deze tekst de opvolger wil zijn.

Dit begrip behandelt tenslotte uitdrukkelijk het begrip ″bijkomende onderzoeker″. Het heeft zowel betrekking op *a)* het bijkomend karakter van de aanwervingen als *b)* op het begrip zelf van onderzoeker. Dit laatste wordt op twee manieren gedefinieerd : de verplichting om houder te zijn van een universitaire titel van de 2de of 3de cyclus enerzijds en het tewerkgesteld zijn voor wetenschappelijk onderzoek anderzijds. Het bijkomend karakter wordt kwalitatief bevestigd door de effectieve inschakeling van de onderzoekers in een onderzoeksprogramma dat reeds loopt op het moment van de aanwerving, en kwantitatief door de verplichting van verhoging van het personeelsbestand van de operator (cf. hierboven). De definitie herinnert bovendien aan de latere noodzaak van een arbeidsovereenkomst tussen de onderzoeker en de bevoegde operator.

Dit artikel definieert tevens de begrippen van loonkosten, bevoegde Minister en administratie, in de zin van dit besluit.

Artikel 2

Dit artikel preciseert dat de door de Federale Staat toegekende subsidie wel degelijk kadert binnen het algemeen kader van het werkgelegenheidsbeleid.

De concretisering van die keuze is tweeledig : enerzijds het bestaan van een arbeidsovereenkomst tussen de operator en de onderzoekers en anderzijds de dekking, door de financiële tussenkomst van de Staat, van de loonkosten voortvloeiende uit die aanwerving.

Die subsidies worden bij koninklijk besluit toegekend.

Hoofdstuk twee geeft een uiteenzetting van de wijze waarop de subsidies worden verdeeld.

Artikel 3

Een eerste deel van de kredieten, vastgelegd op 10 %, wordt voorbehouden aan de federale wetenschappelijke instellingen. Ze handelen zelf - of via de groepering waartoe ze behoren - in de hoedanigheid van operator.

Artikelen 4 en 5

Het restant - zijnde 90 % van de begrotingskredieten - wordt verdeeld tussen de universitaire onderwijsinrichtingen via een systeem van opeenvolgende sleutels.

De basisregels die ten grondslag liggen aan die verdeling zijn deze die worden toegepast in het kader van Fase IV van de Interuniversitaire Attractiepolen (IUAP), zoals eerder vastgelegd door de Regering.

Par ailleurs, considérant que ce programme s'inscrit dans une démarche globale de renforcement du potentiel scientifique, notamment dans les établissements d'enseignement universitaire, la répartition qui est proposée rétablit, au bénéfice de deux établissements (la FUCAM et la KUB), un équilibre qui avait été altéré lors de la répartition des crédits dans le cadre des pôles d'attraction interuniversitaires.

Article 6

Cet article précise les missions confiées à l'opérateur.

Intermédiaires obligés entre le Ministre et les institutions, ils réceptionnent les projets déposés par ces dernières et en assurent la sélection qu'ils proposent au Ministre.

Par ailleurs, les opérateurs jouent le rôle d'employeur des chercheurs engagés dans le cadre du présent arrêté royal et veillent au respect, par les institutions bénéficiaires, des conditions que ce texte détermine.

Le Chapitre III porte les modalités de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions.

Article 7

Cet article précise le contenu minimal de l'arrêté ministériel octroyant les subventions. Il précise d'une part qu'aucun engagement de chercheur, concerné par elles, ne pourra intervenir avant la date d'entrée en vigueur d'un tel arrêté, d'autre part que le Ministre pourra y fixer des conditions et des modalités de contrôle particulières.

Article 8

Cet article précise la durée maximale de validité de l'arrêté ministériel susvisé ainsi que les limites de son éventuelle prorogation.

Il précise par ailleurs que le Ministre, d'initiative ou sur demande des opérateurs, pourra le modifier dans l'hypothèse où des dispositions - législatives ou réglementaires - interviendraient, concernant la recherche scientifique. Il s'agit notamment, par cette disposition, de permettre aux opérateurs de bénéficier, pour les chercheurs concernés, d'autres mesures d'encouragement à l'emploi.

Article 9

Cet article fixe les données chronologiques de base qui permettront aux institutions et aux opérateurs de solliciter les éventuelles prorogations ou modifications de l'arrêté ministériel initial.

Les dates évoquées sont destinées à permettre l'inscription dans les temps des crédits budgétaires nécessaires.

Article 10

Les subventions sont, quant à elles, liquidées trimestriellement.

Article 11

Quant au contrôle de l'utilisation des subventions, il appartient aux Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (S.S.T.C.) de l'organiser.

Un tel contrôle sera notamment exercé sur base d'un rapport annuel des opérateurs. Ce rapport sera rédigé selon des modalités qui, outre celles mentionnées dans le présent arrêté, pourraient être fixées par le Ministre.

Parmi ces modalités figurera en tout cas, l'obligation de démontrer que, compte non tenu des chercheurs ici concernés, l'effectif de l'opérateur tel qu'antérieurement défini, n'a pas diminué, entre le dernier jour des trimestres pénultièmes précédant respectivement la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, de son renouvellement ou de sa prorogation et la date du rapport d'évaluation.

Article 12

Cet article permet au Ministre de suspendre ou de récupérer le montant de la subvention en cas de non respect des conditions prévues dans l'arrêté ministériel.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Politique scientifique,
Yvan YLIEFF

Overwegende dat dit programma kadert in een globale actie ter versterking van het wetenschappelijk potentieel, inzonderheid in de universitaire onderwijsinrichtingen, herstelt de voorgestelde verdeling trouwens, ten gunste van twee instellingen (de FUCAM en de KUB), een evenwicht dat werd verstoord bij de verdeling van de kredieten in het kader van de interuniversitaire attractiepolen.

Artikel 6

Dit artikel preciseert de opdrachten die worden toevertrouwd aan de operatoren.

Als noodzakelijke bemiddelaars tussen de Minister en de instellingen, nemen ze de door de instellingen ingediende projecten in ontvangst en staan ze in voor de selectie ervan die ze aan de Minister voorleggen.

Bovendien spelen de operatoren de rol van werkgever van de in het kader van dit koninklijk besluit aangeworven onderzoekers en zien ze toe, via de begunstigde instellingen, op de naleving van de voorwaarden die deze tekst vastlegt.

Hoofdstuk III handelt over de vereffenings- en controlemodaliteiten van de aanwending van de subsidies.

Artikel 7

Dit artikel preciseert de minimale inhoud van het ministerieel besluit houdende toekenning van de subsidies. Het preciseert enerzijds dat tot geen enkele aanwerving van onderzoekers waarop de subsidies of dotaties betrekking hebben, mag worden overgegaan vóór de datum van inwerkingtreding van een dergelijk besluit en anderzijds dat de Minister daarin de voorwaarden en de bijzondere controlemodaliteiten kan vastleggen.

Artikel 8

Dit artikel preciseert de maximale geldigheidsduur van het bovenbedoelde ministerieel besluit, evenals de limieten van zijn eventuele verlenging.

Het preciseert bovendien dat de Minister op eigen initiatief of op verzoek van de operatoren het kan wijzigen indien wets- en reglementaire bepalingen betreffende het wetenschappelijk onderzoek zich zouden voordoen. Door die bepaling zullen de operatoren voor de hier betreffende onderzoekers kunnen genieten van andere maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid.

Artikel 9

Dit artikel legt de chronologische basisgegevens vast die de instellingen en de operatoren zullen toelaten eventuele verlengingen of wijzigingen van het eerste ministerieel besluit aan te vragen.

De vermelde data zijn bedoeld om de nodige begrotingskredieten tijdig te kunnen inschrijven.

Artikel 10

De subsidies worden driemaandelijks vereffend.

Artikel 11

De controle op het gebruik van de subsidies komt toe aan de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (de D.W.T.C.).

Die controle zal plaatsvinden op basis van een jaarlijks rapport van de operatoren. Dit rapport zal worden opgesteld volgens de modaliteiten die, naast diegene vermeld in dit besluit, zouden kunnen worden vastgelegd door de Minister.

Eén van die modaliteiten zal in ieder geval de verplichting zijn om aan te tonen dat, zonder rekening te houden met de hier betrokken onderzoekers, het personeelsbestand van de operator, zoals eerder vastgelegd, niet is verminderd tussen de laatste dag van de voorlaatste trimesters die respectievelijk de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit, van zijn hernieuwing of van zijn verlenging en de datum van het evaluatierapport voorafgaan.

Artikel 12

Dit artikel laat de Minister toe het bedrag van de subsidie op te schorten of te recupereren indien de in dit ministerieel besluit voorziene voorwaarden niet worden nageleefd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

—

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Politique scientifique, le 6 août 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal ″fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux″, a donné le 7 août 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence de la demande d'avis est motivée

″par la nécessité d'assurer la continuité des contrats des chercheurs engagés dans le cadre de l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi et de la nécessité de poursuivre au bénéfice des institutions qu'il concerne la politique de soutien à la recherche scientifique″.

Portée du projet

Ainsi qu'il est exposé dans le rapport au Roi, la loi du 18 juillet 1997 créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux constitue un nouveau fondement légal pour l'octroi de subventions fédérales visant à renforcer le potentiel de la recherche scientifique en Belgique. Toujours selon le rapport au Roi, c'est en exécution de cette loi que l'arrêté en projet serait pris et remplacerait ainsi l'arrêté royal du 15 mai 1996, basé sur l'ancien fondement légal, à savoir la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, excepté la disposition transitoire de l'alinéa 2 de l'article 13 du projet.

Préambulé

1. Conformément à une règle classique en légistique, le préambule d'un arrêté se réfère uniquement aux textes qui soit procurent le fondement légal aux règles en projet, soit contribuent à une meilleure compréhension de celles-ci, soit seront modifiés par les règles en projet. Cela signifie que la référence aux arrêtés royaux des 26 avril 1968, 16 novembre 1994 et 30 octobre 1996 peut être omise.

2. Du point de vue de la technique législative, il est d'usage de justifier dans le préambule d'un arrêté, par un ou plusieurs considérants, les dispositions édictées, lorsque le texte qui procure un fondement légal à l'arrêté subordonne les règles projetées à des circonstances de fait déterminées ou lorsqu'en vertu d'une disposition expresse, l'autorité qui édicte les règles est tenue de justifier formellement l'arrêté. La règle reste cependant que l'utilisation du considérant dans le préambule doit rester l'exception

Il s'ensuit que les quatre considérants du présent projet peuvent être omis.

3. Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté en projet. Toutefois, dans le présent projet, la motivation figurant dans le préambule ne correspond pas aux motifs formulés dans la demande d'avis. Il y a dès lors lieu de réécrire le onzième alinéa du préambule.

4. Le douzième alinéa du préambule serait mieux énoncé comme suit :

″Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 août 1997, conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;″.

Fondement légal

La loi du 18 juillet 1997 dont le projet vise l'exécution, ne procure pas de fondement légal permettant de définir plus précisément la notion d'″établissements d'enseignement universitaire″. Dès lors, il y a lieu de supprimer l'article 1er, *a,* du projet. Cependant, le Roi peut fixer la liste des établissements d'enseignement universitaire qu'Il souhaite faire bénéficier du projet (article 3, § 1er, de la loi).

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

—

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 6 augustus 1997 door de Minister van Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit ″tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinrichtingen (en) in de federale wetenschappelijke instellingen″, heeft op 7 augustus 1997 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd

″par la nécessité d'assurer la continuité des contrats des chercheurs engagés dans le cadre de l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi et de la nécessité de poursuivre au bénéfice des institutions qu'il concerne la politique de soutien à la recherche scientifique″.

Strekking van het ontwerp

Zoals in het verslag aan de Koning wordt uiteengezet, vormt de wet van 18 juli 1997 tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de Federale wetenschappelijke instellingen een nieuwe rechtsgrond voor het toekennen van federale subsidies die het wetenschappelijk onderzoekspotentieel in België moet versterken. Het is, alzo nog steeds blijkens het verslag aan de Koning, ter uitvoering van die wet dat het ontworpen besluit zou worden vastgesteld en aldus het koninklijk besluit van 15 mei 1996, gebaseerd op de vroegere rechtsgrond, te vinden in de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, zou komen te vervangen, op de overgangsbepaling van het tweede lid van artikel 13 van het ontwerp na.

Aanhef

1. Het is een klassieke regel van de wetgevingstechniek dat in de aanhef van een besluit enkel wordt verwezen naar de teksten welke hetzij tot rechtsgrond strekken voor de ontworpen regeling, hetzij tot een beter begrip van deze laatste bijdragen, hetzij door de ontworpen regeling zullen worden gewijzigd. Dat houdt in dat de verwijzing naar de koninklijke besluiten van 26 april 1968, 16 november 1994 en 30 oktober 1996 achterwege mag blijven.

2. Het is vanuit een wetgevingstechnisch oogpunt gebruikelijk dat in de aanhef van een besluit door middel van één of meer overwegingen een verantwoording wordt gegeven voor de vastgestelde bepalingen, wanneer ofwel de tekst die het besluit tot rechtsgrond strekt de voorgenomen regeling afhankelijk stelt van bepaalde feitelijke omstandigheden, ofwel de verordenende overheid krachtens een uitdrukkelijke bepaling ertoe verplicht is het besluit uitdrukkelijk te verantwoorden. Stelregel blijft evenwel dat het gebruik van de considerans in de aanhef uitzondering dient te blijven

Een en ander wettigt voor het onderhavige ontwerp dat de vier overwegingen in de aanhef worden weggelaten.

3. De motivering die in de aanvraag om advies wordt opgegeven moet overeenkomstig het bepaalde in artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, worden overgenomen in de aanhef van het besluit in ontwerp. Voor het onderhavige ontwerp wijkt de motivering in de aanhef echter af van de in de aanvraag geformuleerde motivering. Het elfde lid van de aanhef moet dus herschreven worden.

4. Het twaalfde lid van de aanhef mag als volgt luiden :

″Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 augustus 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;″.

Rechtsgrond

De wet van 18 juli 1997 tot uitvoering waarvan het ontwerp strekt, biedt geen rechtsgrond om het begrip ″universitaire onderwijsinrichtingen″ nader te definiëren. Artikel 1, *a,* van het ontwerp moet dus worden geschrapt. Wel mag de Koning de lijst vaststellen van de universitaire instellingen die Hij in aanmerking wil laten komen voor het genot van het ontwerp (artikel 3, § 1, van de wet).

Les autres dispositions de l'arrêté en projet s'inscrivent dans le cadre des articles 2 à 4 de la loi.

La chambre était composée de :

MM. :

J. Borret, président de chambre,

J. Bovin, J. Smets, conseillers d'Etat,

E. Wymeersch, H. Cousy, assesseurs de la section de législation,

A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Borret.

Le rapport a été présenté par M. G. Van Haegendoren, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme Ch. Bamps, référendaire adjoint.

Le greffier, Le président,

A. Beckers. J. Borret.

---

19 AOUT 1997. — Arrêté royal fixant les modalités d'engagement de chercheurs scientifiques au bénéfice d'établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 juillet 1997 créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et d'établissements scientifiques fédéraux.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 16 juin 1997;

Vu l'avis de Notre Ministre du Budget en date du 25 juin 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre la prolongation des contrats des chercheurs engagés dans le cadre de l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi et par la nécessité de poursuivre au bénéfice des institutions qu'il concerne la politique de soutien à la recherche scientifique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 août 1997, en application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — *Dispositions générales*

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

a) Institution : les établissements d'enseignement universitaire et les établissements scientifiques fédéraux, bénéficiaires des chercheurs soit :

1° chacune des institutions suivantes, lesquelles sont appelées « institutions du premier groupe » :

— l'Université Catholique de Louvain;

— l'Université libre de Bruxelles;

— l'Université de Liège;

— les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur;

— l'Université de Mons-Hainaut;

— la Faculté universitaire des sciences agronomiques à Gembloux;

— la Faculté polytechnique de Mons;

— les Facultés universitaires catholiques de Mons;

— les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles;

2° chacune des institutions suivantes lesquelles sont appelées « institutions du deuxième groupe » :

— la Katholieke Universiteit à Louvain;

De overige bepalingen van het ontworpen besluit vallen binnen de grenzen van de artikelen 2 tot 4 van de wet.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. Borret, kamervoorzitter;

J. Bovin, J. Smets, staatsraden;

E. Wymeersch, H. Cousy, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Borret.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. Van Haegendoren, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. Ch. Bamps, adjunct-referendaris.

De griffier, De voorzitter,

A. Beckers. J. Borret.

---

19 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van wetenschappelijke onderzoekers in de universitaire onderwijsinrichtingen in de federale wetenschappelijke instellingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 juli 1997 tot oprichting van een programma dat wetenschappelijke onderzoekers ter beschikking stelt van de universitaire onderwijsinrichtingen en van de federale wetenschappelijke instellingen.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 16 juni 1997;

Gelet op het advies van Onze Minister van Begroting van 25 juni 1997;

Gelet op de dringend noodzaak om de contracten te hernieuwen van de onderzoekers die werden aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 15 mei 1996 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van bijkomende onderzoekers in het kader van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid en de noodzaak de ondersteuning van het wetenschappelijk onderzoek van de betrokken instellingen, verder te zetten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 augustus 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid en op advies van Onze Ministers die daarover in de Raad overleg hebben gepleegd,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

a) Instelling : de universitaire onderwijsinrichtingen en de federale wetenschappelijke instellingen die onderzoekers krijgen toegewezen, hetzij :

1° elk van de volgende instellingen, die ″instellingen van de eerste groep″ worden genoemd :

— de Université Catholique de Louvain;

— de Université libre de Bruxelles;

— de Universiteit van Luik;

— de Facultés universitaires van de Notre-Dame de la Paix te Namen;

— de Universiteit van Bergen-Henegouwen;

— de Faculté universitaire des sciences agronomiques te Gembloux;

— de Faculté polytechnique van Bergen;

— de Facultés universitaires catholiques van Bergen;

— de Facultés universitaires St. Louis te Brussel;

2° elk van de volgende instellingen, die ″instellingen van de tweede groep″ worden genoemd :

— de Katholieke Universiteit van Leuven;

— la Universiteit à Gand;

— la Vrije Universiteit à Bruxelles;

— l'Universiteit Antwerpen;

— le Universitair Centrum Limburg;

— la Katholieke Universiteit à Bruxelles;

3° les établissements scientifiques fédéraux dont la liste est reprise à l'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1996 désignant les établissements scientifiques et culturels fédéraux.

b) Opérateur : les organismes bénéficiaires des subventions, soit :

— les établissements scientifiques fédéraux, visés sub a), ou leurs groupements, chacun pour ce qui le concerne;

— le Fonds national de la Recherche scientifique / Nationaal Fonds voor wetenschappelijk Onderzoek par l'intermédiaire de sa branche francophone (en abrégé : le F.N.R.S.) en ce qui concerne les institutions du premier groupe, et par l'intermédiaire de sa branche néerlandophone (en abrégé : le N.F.W.O.) en ce qui concerne les institutions du deuxième groupe;

c) Coût salarial : le traitement proprement dit et les cotisations patronales de sécurité sociale y attachées s'il y a lieu. Cette notion recouvre également le montant du pécule de vacances et l'éventuelle allocation de fin d'année.

d) Administration : les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (S.S.T.C.);

e) Ministre : le Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions;

f) Effectif du personnel : le nombre en équivalents temps plein de membres du personnel de l'opérateur soumis au paiement, en tout ou en partie, des cotisations de sécurité sociale, compte non tenu :

— en ce qui concerne le F.N.R.S. et le N.F.W.O., du personnel engagé dans le cadre de la convention intervenue entre l'Etat et le Fonds national de la recherche scientifique le 14 décembre 1992, concernant une action d'impulsion à la recherche fondamentale;

— en ce qui concerne les établissements scientifiques et culturels fédéraux, du personnel engagé dans le cadre du programme d'appui scientifique au renforcement du potentiel scientifique et technologique des établissements scientifiques fédéraux, approuvé par le Conseil des Ministres en séance du 17 décembre 1993;

— en ce qui concerne tous les opérateurs, du personnel engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi.

g) Chercheur supplémentaire : toute personne répondant à l'ensemble des conditions suivantes :

— être porteur d'un titre reconnu de deuxième ou de troisième cycle délivré par une université;

— être affecté par l'institution à des travaux de recherche scientifique, dans le cadre d'un programme de recherche déjà entamé au dernier jour de l'exercice précédant celui au cours duquel est octroyée la subvention;

— pouvoir être engagé par l'opérateur dans le cadre d'un contrat d'emploi. L'engagement doit avoir pour effet d'augmenter l'effectif du personnel de l'opérateur.

Art. 2. § 1er. Aux conditions fixées par le présent arrêté et dans les limites des crédits budgétaires inscrits à cet effet dans la loi contenant le budget général des dépenses de l'Etat, le Ministre peut octroyer aux opérateurs des subventions en vue de permettre l'engagement de chercheurs supplémentaires au bénéfice des institutions pour lesquelles les opérateurs sont compétents.

§ 2. Le montant de la subvention couvre exclusivement le coût salarial résultant de l'engagement desdits chercheurs supplémentaires.

CHAPITRE II. — *De la répartition des subventions*

Art. 3. Dans la proportion maximale de 10 % du crédit budgétaire concerné, les subventions mentionnées à l'article 2 sont destinées aux établissements scientifiques et culturels fédéraux mentionnés à l'article 1er, sur base des demandes introduites par ceux-ci.

Art. 4. Le solde des crédits budgétaires, après déduction des 10 % mentionnés à l'article 3, est réparti de la manière suivante :

— de Rijksuniversiteit van Gent;

— de Vrije Universiteit van Brussel;

— de Universiteit Antwerpen;

— het Universitair Centrum Limburg;

— de Katholieke Universiteit van Brussel;

3° de federale wetenschappelijke instellingen waarvan de lijst is opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1996 tot aanduiding van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen.

b) Operator : de organismen die genieten van subsidies, hetzij :

— de federale wetenschappelijke instellingen, bedoeld onder *a)*, of hun groeperingen, ieder voor wat hem betreft;

— het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek / Fonds national de la Recherche scientifique door bemiddeling van zijn Franstalige kamer (afgekort : het F.N.R.S.) voor wat betreft de instellingen van de eerste groep, en door bemiddeling van zijn Nederlandstalige kamer (afgekort : het N.F.W.O.) voor de instellingen van de tweede groep;

c) Loonkosten : het eigenlijke salaris en de daaraan verbonden werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid als daar reden toe is. Dit begrip omvat tevens het bedrag van het vakantiegeld en de eventuele eindejaarspremie.

d) Administratie : de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (D.W.T.C).

e) Minister : de Minister die bevoegd is voor Wetenschapsbeleid.

f) Personeelsbestand : het aantal personeelsleden, in voltijds equivalent, van de operator onderworpen aan de volledige of gedeeltelijke betaling van de sociale zekerheidsbijdragen, afgezien van :

— voor wat betreft het N.F.W.O. en het F.N.R.S., het personeel aangeworven in het kader van de overeenkomst die op 14 december 1992 werd gesloten tussen de Staat en het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek betreffende een impulsactie voor het fundamenteel onderzoek;

— voor wat betreft de federale wetenschappelijke en culturele instellingen, het personeel aangeworven in het kader van het programma tot wetenschappelijke ondersteuning van de versterking van het wetenschappelijk en technologisch potentieel van de federale wetenschappelijke instellingen, goedgekeurd door de Ministerraad tijdens zijn zitting van 17 december 1993;

— voor wat betreft alle operatoren, het personeel aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 15 mei 1996 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van bijkomende onderzoekers in het kader van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid.

g) Bijkomende onderzoeker : iedere persoon die aan het geheel van de volgende voorwaarden beantwoordt :

— houder zijn van een erkende titel van de tweede of de derde cyclus afgeleverd door een universiteit;

— voor wetenschappelijk onderzoek tewerkgesteld worden door de instelling, in het kader van een onderzoeksprogramma dat reeds loopt op de laatste dag van het boekjaar dat datgene tijdens hetwelke de subsidie wordt toegekend, voorafgaat;

— aangeworven kunnen worden bij arbeidsovereenkomst door de operator. De aanwerving moet het personeelsbestand van de operator doen toenemen.

Art. 2. §1. Volgens de voorwaarden vastgelegd door dit besluit en binnen de grenzen van de begrotingskredieten die daartoe zijn ingeschreven in de wet die de algemene uitgavenbegroting van de Staat omvat, kan de Minister aan de operatoren subsidies toekennen met het oog op de aanwerving van bijkomende onderzoekers ten bate van de instellingen waarvoor de operatoren bevoegd zijn.

§ 2. Het bedrag van de subsidie dekt uitsluitend de loonkosten die voortvloeien uit de aanwerving van bovengenoemde bijkomende onderzoekers.

HOOFDSTUK II. — *De verdeling van de subsidies*

Art. 3. In een maximale verhouding van 10 % van het betrokken begrotingskrediet, zijn de in artikel 2 bedoelde subsidies bestemd voor de in artikel 1 bedoelde federale wetenschappelijke en culturele instellingen, op basis van de door die instellingen ingediende aanvragen.

Art. 4. Het restant van de begrotingskredieten, na aftrek van de in artikel 3 vermelde 10 %, wordt verdeeld op de volgende manier :

a) 44 % au bénéfice des institutions du premier groupe au sens du présent texte;

b) 56 % au bénéfice des institutions du deuxième groupe au sens du présent texte.

Art. 5. § 1er. Les crédits budgétaires visés à l'article 4, *a)* sont répartis comme suit, au bénéfice des institutions concernées :

a) Université catholique de Louvain	35.0 %
b) Université libre de Bruxelles	25.0 %
c) Université de Liège	20.0 %
d) Facultés N.D. de la Paix à Namur	5.0 %
e) Université de Mons Hainaut	5.0 %
f) Facultés universitaires catholiques de Mons	5.0 %
f) Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux	2.5 %
g) Faculté polytechnique de Mons	2.5 %

§ 2. Les crédits budgétaires visés à l'article 4, *b)* sont répartis comme suit au bénéfice des institutions concernées :

a) Katholieke Universiteit à Louvain :	46.0 %
b) Rijksuniversiteit à Gand :	26.0 %
c) Vrije Universiteit à Bruxelles :	12.0 %
d) Universiteit Antwerpen :	12.0 %
e) Universitair Centrum Limburg :	2.0 %
f) Katholieke Universiteit à Bruxelles :	2.0 %

Art. 6. Les missions confiées à l'opérateur sont, pour les institutions qui le concernent :

a) la réception et l'examen des projets introduits par celles-ci;

b) la sélection des projets qui seront proposés au Ministre;

c) la présentation au Ministre des projets retenus;

d) l'engagement, dans le cadre d'un contrat d'emploi, des chercheurs supplémentaires, sur base des dispositions de la décision du Ministre, visée à l'article 2;

e) la surveillance du respect, par les institutions bénéficiaires, des conditions fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Des modalités de liquidation et de contrôle*

Art. 7. § 1°. Les opérateurs bénéficiant des dispositions du présent arrêté, ne pourront procéder à l'engagement de chercheurs préalablement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, visé à l'article 2 du présent arrêté, octroyant les subventions à l'opérateur.

Cet arrêté ministériel mentionne au minimum :

a) pour chaque institution bénéficiaire et par programme de recherche :

— le titre du programme de recherche;

— le nombre, en équivalents temps plein, de chercheurs supplémentaires dont l'engagement est autorisé au titre du présent arrêté, et leur coût salarial estimé;

b) le chiffre de l'effectif, en équivalent temps plein, du personnel de l'opérateur, soumis en tout ou partie, au paiement de cotisations de sécurité sociale, tel qu'il apparaît dans la déclaration à l'Office national de Sécurité sociale (O.N.S.S.) pour le trimestre pénultième, précédant celui au cours duquel l'arrêté entre en vigueur;

c) le montant de la subvention accordée et la période couverte par celle-ci, ainsi que les fins auxquelles son octroi est destiné.

§ 2. Le Ministre y prescrit les conditions et les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention.

Art. 8. L'arrêté ministériel, visé à l'article 2 et accordant la subvention, porte effet pour une durée d'un an maximum. Il peut être prorogé pour des périodes de même durée.

Il peut être modifié à tout moment à l'initiative du Ministre ou à la demande de l'opérateur en vue de faire bénéficier celui-ci des dispositions législatives ou réglementaires fédérales relatives à la recherche scientifique.

a) 44 % ten voordele van de instellingen van de eerste groep in de zin van deze tekst;

b) 56 % ten voordele van de instellingen van de tweede groep in de zin van deze tekst.

Art. 5. § 1. De in artikel 4 *a)* bedoelde begrotingskredieten worden als volgt verdeeld onder de betrokken instellingen :

a) Université catholique de Louvain :	35.0 %
b) Université libre de Bruxelles :	25.0 %
c) Universiteit van Luik :	20.0 %
d) Facultés N. D. de la Paix te Namen :	5.0 %
e) Universiteit van Bergen Henegouwen :	5.0 %
f) Facultés universitaires catholiques te Bergen	5.0 %
g) Faculté universitaire des sciences agronomiques te Gembloux :	2.5 %
h) Faculté polytechnique van Bergen	2.5 %

§ 2. De in artikel 4, *b)* bedoelde begrotingskredieten worden als volgt verdeeld onder de betrokken instellingen :

a) Katholieke Universiteit van Leuven :	46.0 %
b) Rijksuniversiteit van Gent :	26.0 %
c) Vrije Universiteit van Brussel :	12.0 %
d) Universiteit Antwerpen :	12.0 %
e) Universitair Centrum Limburg :	2.0 %
f) Katholieke Universiteit van Brussel :	2.0 %

Art. 6. De aan de operator toevertrouwde opdrachten zijn, voor de instellingen die hem aanbelangen :

a) het in ontvangst nemen van de door de instellingen ingediende projecten;

b) de selectie van de projecten die aan de Minister zullen worden voorgelegd;

c) de voorlegging van de weerhouden projecten aan de Minister;

d) de aanwerving, in het kader van een arbeidsovereenkomst, van bijkomende onderzoekers op basis van de bepalingen van de in artikel 2 bedoelde beslissing van de Minister;

e) het toezicht op de naleving van de voorwaarden van dit besluit door de begunstigde instellingen.

HOOFDSTUK III. — *Vereffenings- en controlemodaliteiten*

Art. 7. § 1°. De operatoren die genieten van de bepalingen van dit besluit zullen niet kunnen overgaan tot de aanwerving van onderzoekers vóór de datum van inwerkingtreding van het in artikel 2 van dit besluit bedoelde ministeriële besluit houdende toekenning van subsidies aan de operator.

Dit ministerieel besluit bevat minstens :

a) voor elke begunstigde instelling en per onderzoeksprogramma :

— de titel van het onderzoeksprogramma;

— het aantal bijkomende onderzoekers, in voltijds equivalent, waarvan de aanwerving is goedgekeurd krachtens dit besluit, en hun geschatte loonkosten.

b) het cijfer van het personeelsbestand, in voltijds equivalent, van de operator, onderworpen aan de gedeeltelijke of volledige betaling van de sociale zekerheidsbijdragen, zoals vermeld in de aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) voor het voorlaatste trimester, voorafgaand aan het trimester tijdens hetwelke het besluit in werking treedt;

c) het bedrag van de toegekende subsidie en de door die subsidie of dotatie gedekte periode en de doeleinden waarvoor de toekenning is bestemd.

§ 2. De Minister bepaalt daarin de voorwaarden en de controlemodaliteiten van de aanwending van de subsidie.

Art. 8. Het in artikel 2 bedoelde ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie, is van kracht voor een periode van maximaal één jaar. Het kan worden verlengd voor perioden van dezelfde duur.

Het kan op elk moment worden gewijzigd op initiatief van de Minister of op verzoek van de operator opdat deze zou kunnen genieten van federale wets- en reglementaire bepalingen betreffende het wetenschappelijk onderzoek.

Art. 9. § 1er - Chaque année, avant le 30 juin, l'institution adresse, s'il y a lieu, à l'opérateur qui la concerne dans le cas des institutions des premier et deuxième groupes, une demande motivée de prolongation ou de modification des dispositions de l'arrêté ministériel.

§ 2. Chaque année, avant le 30 août, l'opérateur sollicite du Ministre la prolongation ou la modification des dispositions de l'arrêté ministériel le concernant.

Art. 10. Les subventions visées à l'article 2 font l'objet de liquidations trimestrielles par l'administration.

Art. 11. §1er. L'utilisation des subventions visées à l'article 2 est soumise au contrôle de l'administration.

§ 2. Chaque année, dans le courant du mois précédant celui de la date d'anniversaire de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel lui octroyant la subvention, de sa prolongation ou de son renouvellement, l'opérateur, pour les institutions qui le concernent, transmet à l'administration un rapport sur l'utilisation des subventions relatives à l'année civile écoulée.

§ 3. Le rapport mentionné au §2 devra démontrer que, compte non tenu des chercheurs supplémentaires engagés en exécution des dispositions du présent arrêté, l'effectif, en équivalents temps plein de son personnel n'a pas été diminué entre le dernier jour du trimestre pénultième précédant la date d'entrée en vigueur dudit arrêté ministériel, de ses derniers renouvellement ou prolongation et le dernier jour du trimestre pénultième précédant celui au cours duquel est établi ledit rapport.

§ 4. Le Ministre peut fixer les autres normes minimales auxquelles ce rapport doit répondre, notamment en termes d'évaluation scientifique des projets des institutions bénéficiaires des dispositions du présent arrêté.

Art. 12. En cas de non respect des conditions auxquelles est soumis l'octroi des subventions visées par le présent arrêté, le Ministre peut décider la suspension du paiement de celles-ci ou la récupération, en tout ou en partie, des sommes déjà liquidées.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 13. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, l'arrêté royal du 15 mai 1996 fixant les modalités d'engagement de chercheurs supplémentaires dans le cadre du plan pluriannuel pour l'emploi est abrogé.

Toutefois, en ce qui concerne les chercheurs ainsi que leurs remplaçants éventuels, engagés dans le cadre de l'arrêté royal du 15 mai 1996 visé à l'alinéa précédent, les articles 3 à 5 de cet arrêté fixant la clé de répartition des crédits budgétaires demeurent d'application. Le présent arrêté est d'application en ce qui concerne les modalités de prorogation de leur contrat d'engagement.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge.*

Art. 15. Notre Ministre de la Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 19 août 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

Le Ministre de la Politique scientifique

Y. YLIEFF

Art. 9. § 1. Jaarlijks, vóór 30 juni, richt de instelling, als daar reden toe is, aan de operator die haar aanbelangt in het geval van de instellingen van de eerste en de tweede groep, een met redenen omklede aanvraag tot verlenging of wijziging van de bepalingen van het ministerieel besluit.

§ 2. Jaarlijks, vóór 30 augustus, verzoekt de operator de Minister om de verlenging of wijziging van de bepalingen van het ministerieel besluit dat hem aanbelangt.

Art. 10. De in artikel 2 bedoelde subsidies maken het voorwerp uit van driemaandelijkse vereffeningen door de administratie.

Art. 11. § 1. Het gebruik van de in artikel 2 bedoelde subsidies is onderworpen aan de controle van de administratie.

§ 2. Jaarlijks, in de loop van de maand die deze van de verjaardag van de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit dat hem de subsidie toekent, van zijn verlenging of van zijn hernieuwing voorafgaat, maakt de operator, voor de instellingen die hem aanbelangen, aan de administratie een rapport over betreffende het gebruik van de subsidies die betrekking hebben op het voorbije kalenderjaar.

§ 3. Uit het in § 2 vermelde rapport zal, zonder rekening te houden met de bijkomende onderzoekers aangeworven ingevolge de bepalingen van dit besluit, een verhoging moeten blijken van het personeelsbestand, in voltijds equivalent, van de operator tussen de laatste dag van het voorlaatste trimester voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van het bovengenoemd ministerieel besluit, van zijn laatste hernieuwing of verlenging, en de laatste dag van het voorlaatste trimester voorafgaand aan dit tijdens hetwelke bovengenoemd rapport wordt opgesteld.

§ 4. De Minister kan de andere minimumnormen waaraan dit rapport moet beantwoorden vastleggen, inzonderheid in termen van wetenschappelijke evaluatie van de projecten van de instellingen die genieten van de bepalingen van dit besluit.

Art. 12. In geval van niet-naleving van de voorwaarden waaraan de toekenning van de door dit besluit beoogde subsidies is onderworpen, kan de Minister besluiten tot de opschorting van de betaling ervan of tot de volledige of gedeeltelijke terugvordering van de reeds vereffende sommen.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. Onverminderd de bepalingen van lid 2 van dit artikel, wordt het koninklijk besluit van 15 mei 1996 tot vaststelling van de modaliteiten voor de aanwerving van bijkomende onderzoekers in het kader van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid opgeheven.

Wat evenwel de onderzoekers en hun eventuele plaatsvervangers, die werden aangeworven in het kader van het in het vorig lid vervatte koninklijk besluit van 15 mei 1996 betreft, blijven de artikels 3 tot 5 van dit besluit, waarin de verdeelsleutel van de begrotingskredieten wordt vastgelegd, van toepassing. Dit besluit is van toepassing voor wat betreft de modaliteiten voor de verlenging van hun tewerkstellingscontracten.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. Onze Minister van Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 19 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid

Y. YLIEFF